



Rencontres entre experts français de l'Ipbes et du Giec



En partenariat avec :



Avec le soutien de :



INTRODUCTION

Ces rencontres entre experts, organisées régulièrement par la FRB (secrétariat scientifique du Comité français pour l'Ipbes) et l'Onerc (point focal français pour le Giec) sont à destination des experts français qui participent, ou seraient amenés à participer, aux travaux des plateformes intergouvernementales scientifiques et politique de l'Ipbes (Plateforme intergouvernementale pour la biodiversité et les services écosystémiques) et le Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat).

L'objectif principal de cet événement est l'échange d'expérience, au sein et entre les communautés de recherche sur la biodiversité et le climat. Les « décideurs », par exemple les ministères ou institutions qui représentent la France à l'Ipbes, au Giec, mais aussi auprès des accords multilatéraux environnementaux, ou les décideurs à d'autres échelons (collectivités, entreprises, ...), sont également invités en tant qu'acteurs clés à l'interface science-politique.

Ces rencontres doivent ainsi permettre :

- l'amélioration du contenu des rapports, notamment par une meilleure intégration mutuelle des enjeux biodiversité et climat et un meilleur dialogue entre les attentes des décideurs et la réalité du travail des experts ;
- l'amélioration des processus internationaux, soit pour la préparation des rapports par les experts soit pour leur appropriation par les décideurs. Des retours peuvent être transmis aux secrétariats internationaux des plateformes, le cas échéant ;
- une mobilisation accrue de la communauté d'experts français au sein de ces plateformes, notamment pour des fonctions à responsabilité (co-présidence, coordination de chapitres) et pour tout le travail, fondamental, de relecture des projets de rapport.

Le format de cette édition en 2020 était inspiré des « cafés des langues » ou des « *world café* » : les participants étaient répartis en groupes de discussion. Deux animateurs, l'un plutôt issu de la communauté de recherche sur la biodiversité et l'autre de celle sur le climat, témoignaient sur leur expérience en lien avec leur implication sans les travaux de l'Ipbes ou du Giec ; amorçant ainsi une série d'échanges avec l'ensemble des participants. Deux sessions, de 45 minutes chacune, étaient prévues pour aborder en parallèle l'ensemble des thématiques suivantes :

- assurer des fonctions de coordination au sein d'une évaluation ;
- bénéfiques pour la carrière scientifique ;
- rapprochement des communautés scientifiques climat et biodiversité ;
- intégrer les dimensions sociales et sociétales dans les évaluations ;
- qu'attendent les décideurs d'une évaluation ?

Les retours après l'événement ont été majoritairement positifs. Il a été recommandé d'indiquer à l'avance aux participants à quels groupes de discussion ils contribueront, afin de faciliter leur appréhension des sujets abordés. Il a également été remarqué qu'une modération des échanges plus active pourrait permettre de mieux répartir le temps de parole entre l'ensemble des participants. Ces deux points pourront probablement être améliorés avec des rencontres entre experts organisées en présentiel. Les sujets qui ont été les plus plébiscités par les participants au cours de cette édition étaient ceux portant sur le rapprochement des communautés Climat et Biodiversité et sur l'intégration des dimensions sociales et sociétales dans les évaluations.

SYNTHÈSE DES DISCUSSIONS PAR GROUPE

SESSION 1 : ASSUMER DES FONCTIONS DE COORDINATION AU SEIN D'UNE ÉVALUATION

Cette table ronde n'a fait l'objet que d'une session en raison du manque de participants pour la deuxième session (problème technique de distribution des participants sur la plateforme de réunion en ligne).

Tous les experts présents ont mentionné qu'il est très riche et stimulant d'être coordinateur d'un groupe aussi varié (antécédents différents) et multiculturel que ceux réunis par le Giec ou l'Ipbes. Par exemple, au sein de l'évaluation de l'utilisation durable des espèces sauvages à l'Ipbes, il y a près de 50 % des experts issus de disciplines à dominante sciences naturelles et 50 % issus de disciplines en sciences sociales ou avec des parcours interdisciplinaires.

Les échanges ont en outre permis de faire émerger une différence importante entre le rôle de d'auteur (*Lead Author* – LA) et celui de coordinateur (*Coordinating Lead Author* - CLA). Ces derniers préparent également le résumé de l'évaluation à l'intention des décideurs (*Summary for Policy Makers* - SPM), ce qui représente un intérêt supplémentaire sur le plan professionnel. À ce titre, le travail d'un CLA en plénière d'approbation est vraiment important et essentiel. Les CLA doivent avoir une idée claire de tout le texte du chapitre, savoir relier les messages clés du SPM au contenu des chapitres (référencement des sections), expliquer la méthodologie (pourquoi telle littérature a été choisie) et ainsi répondre en direct aux commentaires des gouvernements. Les CLAs et les co-présidents de l'évaluation travaillent donc côte-à-côte, dans une relation de confiance afin de parvenir à une bonne évaluation finale.

Le rôle de CLA est très intéressant car il se situe vraiment à l'interface science-politique : d'une part, avec les LA, ils conduisent l'examen de la littérature existante et d'autre part, ils reçoivent les commentaires critiques de communautés professionnelles variées (pairs scientifiques et autres experts, États et gouvernements, secteur privé). Il y a cependant une certaine pression qui s'exerce sur eux, car il leur revient de gérer la progression de l'évaluation dans le respect du calendrier prévu.

L'une des compétences clés à posséder (ou à acquérir) pour réussir en tant que CLA est la diplomatie, non seulement pour gérer l'équipe d'auteurs, mais aussi pour dialoguer avec les représentants des États et des parties prenantes pendant la plénière. Un autre facteur de réussite pour les travaux du CLA est de pouvoir compter sur un collègue complémentaire dans la coordination (les CLA travaillent souvent en binôme, voire en trinômes), pour bien répartir la charge de travail et la communication avec les auteurs. De plus, il est très important de savoir dès le début sur qui s'appuyer en priorité parmi les LA, car tous les experts ne travaillent pas de la même manière.

En assumant le rôle de CLA, on consacre bien environ 30 % de son temps de travail à l'évaluation. Cette charge de travail varie au cours de l'année : généralement avant les grandes échéances, il faut y consacrer plus de temps. C'est pourquoi l'activité doit être répartie et partagée avec les autres coordinateurs de manière transparente.

Les évaluations comptent peu de participants hors de la communauté scientifique (par exemple, experts du secteur privé). Quelques raisons ont été discutées, telles que le manque de temps disponible (par un consultant par exemple) par rapport à la quantité de travail bénévole qui doit être fournie par les CLA. Dans certaines évaluations du Giec, il y a des post-doctorants qui occupent la fonction de *chapter scientists* et qui bénéficient d'une bourse pour aider au développement des chapitres.

SESSION 2 : BÉNÉFICES POUR LA CARRIÈRE SCIENTIFIQUE

Cette table ronde n'a fait l'objet que d'une session en raison du manque de participants pour la deuxième session (problème technique de distribution des participants sur la plateforme de réunion en ligne).

Il y a une expérience humaine extrêmement forte dans une équipe du Giec ou de l'Ipbes. On y rencontre des collègues de tous les pays, de toutes les cultures (ce qui diffère de travaux avec une équipe européenne). C'est très enrichissant. Ce qui est le plus étonnant ce sont les mots utilisés, la compréhension commune, le temps qu'il faut pour qu'un seul terme soit vraiment compris par tout le monde exactement de la même façon. Cela amène de la rigueur dans les approches (calibration du langage, poids des mots) et finalement permet une communication universelle, c'est-à-dire que tout le monde doit comprendre le vocabulaire utilisé par les autres. Chaque phrase d'un rapport de l'Ipbes ou du Giec a un poids beaucoup plus important que celles d'un article scientifique.

Pouvoir dialoguer avec les politiques donne du sens aux travaux de recherche, mais confirme aussi la nécessité de ne pas devenir un expert coupé du terrain. La dimension des enjeux politiques mondiaux permet de prendre de la hauteur par rapport à ses propres recherches. Les chercheurs en sciences humaines et sociales sont minoritaires dans les groupes d'experts, mais sont au cœur de ce jeu de dialogue entre science et politique.

Plus spécifiquement, l'expertise sur les savoirs autochtones et locaux (*Indigenous and Local Knowledge - ILK*) a trouvé au sein de l'Ipbes un véritable espace d'expression. Cet espace est synonyme d'un élargissement des perspectives et d'une pluralité des types de savoirs et des représentations de la nature. Plusieurs écoles de pensée, et des concepts différents, sont avancés selon les experts participant aux travaux. C'est important pour chaque expert, afin de se situer par rapport à ses propres recherches.

Participer aux travaux de l'Ipbes a pu permettre à des experts de contribuer à des publications scientifiques à très grand impact sur la diffusion des idées, parues dans *Science*, *PNAS*, *Applied Ecology* ou *Biological Conservation*. Après l'adoption de l'évaluation mondiale de l'Ipbes en 2019, il a été possible d'échanger avec un grand nombre d'auteurs, un brassage d'idées qui amène désormais les scientifiques qui ont participé au processus vers de nouveaux champs de questionnement ou d'action, au-delà de l'Ipbes. De manière générale, la présence d'un grand nombre d'experts différents au sein des groupes internationaux est un atout pour les recherches.

Participer au Giec place la barre très haut dans le domaine de la recherche. L'exhaustivité et la rigueur de l'exercice d'examen de la littérature requiert un standard qu'on aimerait voir dans tous les travaux (y compris, éventuellement, ceux dont on est auteur) et donne une altitude incroyable sur tout ce qui se fait dans le monde. Cela permet d'acquérir aussi une modestie sur ses propres travaux. Cette exigence de qualité ne doit pas pour autant tuer les initiatives.

SESSION 3 : RAPPROCHEMENT DES COMMUNAUTÉS CLIMAT ET BIODIVERSITÉ

L'intégration des enjeux climat et biodiversité est cruciale étant donné les nombreuses boucles de rétroactions qui existent entre eux. Elle a beaucoup progressé ces dernières années, y compris au sein des évaluations du Giec et de l'Ipbes, portée par les scientifiques qui y contribuent. S'il était difficile d'attirer l'attention du Giec sur les questions liées à la biodiversité par le passé, l'Ipbes a œuvré en ce sens et y est pour beaucoup dans la meilleure prise en compte de la biodiversité dans les travaux du Giec. On peut noter notamment les travaux de l'Ipbes sur les scénarios de la biodiversité, qui s'inscrivent dans la logique de l'avancée des travaux sur les scénarios du climat ; l'évaluation des risques posés par les énergies renouvelables sur la biodiversité ; ou, côté Giec, l'étude du potentiel des territoires autochtones et de la prise en compte des savoirs traditionnels et locaux pour la séquestration du carbone. Il existe donc à présent un contexte favorable pour rapprocher les deux communautés d'experts, malgré leurs différences.

Il y a cependant encore relativement peu de collaborations directes entre l'Ipbes et le Giec, alors que plusieurs points d'intérêt pourraient être explorés. Les participants aux rencontres ont notamment noté les points suivants :

- Bien que le Giec ait dès le départ traité des écosystèmes, qui sont au cœur du travail du *Working Group 2*, la communauté biodiversité se réfère encore peu à ses travaux en la matière, et utilise peu ses synthèses des connaissances climatiques.
- D'un autre côté, l'intégration des savoirs traditionnels et locaux telle que menée par l'Ipbes est une source d'inspiration pour le Giec qui était jusqu'à il y a peu encore largement inexploitée.
- En ce qui concerne le travail sur les scénarios, la communauté de recherche sur la biodiversité peine à se saisir du volet climat, n'ayant pas toujours les compétences pour l'appréhender.
- Le fait que certaines « solutions climat » auraient des conséquences néfastes sur la biodiversité (par exemple, dans les scénarios avec beaucoup de recours au stockage du carbone et aux bioénergies) apparaît dans les rapports du Giec, mais il est nécessaire de rester très vigilant sur ce point. Les communautés de recherche ne sont parfois pas suffisamment mûres pour faire passer un message sans ambiguïté sur les solutions avancées, ce qui a pu être le cas sur ces exemples.

Plusieurs pistes de solutions pour rapprocher les deux communautés ont été abordées au cours des échanges :

Dans les recherches scientifiques

- Les communautés de recherche pourraient mener plus de travaux en commun, par exemple avec la **prise en compte de facteurs « biodiversité » dans les modèles climat** (par exemple, utilisation de la base de données des traits de plantes dans la modélisation de cycles du carbone).
- La **mobilisation des savoirs traditionnels et locaux** est déjà organisée au niveau de la communauté biodiversité et elle commence à apporter des résultats importants pour la science du climat en particulier dans le domaine des impacts et de l'adaptation. Les indicateurs locaux de changements climatiques par exemple intéressent beaucoup les ethnologues, et pourraient fournir des revues de la littérature intéressantes pour le Giec (par exemple, pour fournir des données climatiques en l'absence de stations météorologiques).
- **L'établissement d'un lien entre scénarios du climat et de la biodiversité**, par exemple *via* le programme MISTRALS, sur l'impact du changement climatique sur la biodiversité et son rôle potentiel pour l'atténuation.
- **L'uniformisation des échelles spatio-temporelles** utilisées par les deux communautés permettrait une communication facilitée entre le Giec et l'Ipbes. Si l'échelle macro se prête bien aux collaborations et produit des scénarios utiles à ce niveau, les décideurs ont besoin d'être guidés à des échelles plus micro. Créer des liens entre échelles de temps permet aussi une interdisciplinarité concrète : l'approche à différentes échelles amène aux échanges avec les acteurs de terrain, allant des enjeux de la semaine prochaine à la fin du siècle. L'articulation des échelles spatiales et temporelles entre elles reste un sujet de travail de recherche important. Il y a encore de réels problèmes méthodologiques, par exemple entre les données climatiques et la multiplicité des réponses possibles par la biodiversité. Le choix des échelles auxquelles les interactions sont observées permettent d'y répondre

efficacement. Il ne faut cependant pas occulter l'échelle spatiale et temporelle à laquelle certains écosystèmes sont menacés : dans le cas de la calotte glaciaire par exemple, on parle bien de la disparation de tout un biome.

À l'interface science-politique

- **Les objectifs de développement durable (ODD)** peuvent être un bon cadre pour établir des liens entre les questions climat et biodiversité.
- Les **rencontres entre experts organisées par la FRB et l'Onerc** se sont révélées très utiles par le passé. Elles ont mûri au fil des ans et permettent aujourd'hui d'explorer des sujets plus précis au croisement des communautés.
- Les **rapports spéciaux du Giec** peuvent être un bon point de croisement pour les deux communautés car ils permettent de cibler des sujets pour des discussions plus poussées. Ces évaluations s'appuyant principalement sur la base des travaux publiés, il reste primordial de produire davantage de travaux de recherche originaux croisant les enjeux climat et biodiversité.
- **L'atelier conjoint Ipbes/Giec**, prévu en décembre 2020, mobilise des experts de l'Ipbes et du Giec en vue de préparer un rapport. C'est un exemple d'avancée concrète en matière de collaboration entre les deux plateformes. Cependant, il n'est pas le type d'évaluation le plus ambitieux qui aurait pu être mené. En effet, bien qu'il y ait un souhait de rapprocher les communautés scientifiques du climat et de la biodiversité, ainsi que les messages portés, le rapprochement des efforts diplomatiques sur le climat et la biodiversité ne rencontre pas un soutien unanime de la part des États. Notons de plus qu'il s'agit souvent de représentants avec la « double casquette » Ipbes/Giec qui s'impliquent dans des travaux généraux à l'interface climat-biodiversité. Il y aurait sans doute un intérêt à promouvoir des liens sur certains sujets plus précis lorsqu'ils sont suffisamment mûrs, comme par exemple le rapport 1.5° du Giec, les messages sur les biocarburants à l'Ipbes ou la question des reforestations.
- Le **rapprochement des trois COP de Rio** (Climat, Biodiversité et Désertification – [cf. tribune FRB](#)), et notamment de leurs SBSTTA, peut aider à faire évoluer les mentalités du côté des États et à éviter les fausses bonnes solutions qui œuvreraient par exemple à l'atteinte des objectifs climatique au détriment des objectifs pour la biodiversité. Il a été noté que, bien que froidement reçue par certains experts en sciences politiques lors de la publication de la tribune FRB, les appels à ce type de convergences au niveau scientifique et des messages portés se font de plus en plus entendre aujourd'hui.
- Il faudrait un **renforcement de la coopération du Giec et de l'Ipbes**, notamment avec les enjeux de dégradation des terres, et la lutte contre désertification qui sont à la croisée des chemins entre biodiversité et changement climatique. Au niveau des organes scientifiques et techniques des trois conventions de Rio, il y a beaucoup de choses à faire pour rationaliser l'intégration des résultats des travaux des plateformes dans ceux des conventions. Si l'on arrive à coordonner les enjeux climat et biodiversité, on peut aller vers des solutions plus intégrées.

SESSION 4 : INTÉGRER LES DIMENSIONS SOCIALES ET SOCIÉTALES DANS LES ÉVALUATIONS

Dans des plateformes où les disciplines historiquement mobilisées sont les sciences physiques ou biologiques, mais qui traitent d'enjeux pluridisciplinaires touchant les sociétés humaines, on trouve une volonté d'intégrer une part croissante d'experts en sciences humaines et sociales dans les groupes de travail. Les chercheurs en sciences humaines et sociales (par exemple, ethnoécologie, anthropologie) étudient les dialogues entre experts et politiques et critiquent la fabrique de la notion d'environnement. Leurs questionnements portent sur les dimensions multiscalaires de la possible mise en œuvre des décisions prises, du niveau planétaire au niveau local. Créer des groupes pluridisciplinaires ne suffit cependant pas : il faut ensuite que les évaluations intègrent les dimensions sociales et sociétales dans leur contenu lorsqu'elles abordent les aspects liés à la prise de décision.

Cette intégration passe par l'étude des multiples valeurs, au-delà de la valeur économique. Les valeurs à prendre en compte pour gérer le changement climatique sont aussi d'ordre social. Par exemple, les notions de pauvreté, d'inégalité et de conflit sont considérées comme des variables explicatives des crises environnementales. Mais si on veut vraiment intégrer les dimensions sociales, il faut les voir comme des variables à expliquer, en montrant par exemple que la pauvreté est multidimensionnelle, qu'elle n'est pas qu'un problème d'accès aux ressources. Il est compliqué d'utiliser des indicateurs quantitatifs pour traiter de ces questions.

Sur ce point, le Giec peut apprendre du travail mené par l'Ipbes. Dans les parties du 5^e rapport du Giec consacrées à la prise de décision et à la gestion du risque, le discours scientifique était dominé par les sciences politiques. Les aspects liés à la culture étaient encore très absents des rapports du Giec, mais ceci devrait être un peu plus équilibré dans le 6^e rapport attendu en 2021 et 2022.

Pour sensibiliser les experts, et de manière plus générale la communauté Giec à ces questions, il est important d'adopter une approche pluridisciplinaire. La co-construction de projets de recherche entre sciences humaines et sociales et géosciences permettrait de faire évoluer les choses. Le Giec pourrait aussi envisager de former un groupe entièrement dédié à un sujet des sciences humaines et sociales, par exemple, sur les perceptions du changement climatique par différentes populations.

À l'Ipbes, on note une amélioration croissante de la place des sciences sociales dans les évaluations. Pour les évaluations sorties en 2018, il y avait encore une minorité de chercheurs en sciences sociales, et le glossaire imposé avait banni certains mots contentieux essentiels pour traiter des dimensions sociales (par exemple, *land grabbing*), mais jugés trop polémiques pour les décideurs. Dans l'évaluation en cours sur l'utilisation durable des espèces sauvages, le nombre de chercheurs en sciences sociales est nettement supérieur et un groupe transversal aux différents chapitres consacré à l'intégration des savoirs autochtones et locaux permet de bien intégrer les dimensions sociales. La rédaction du rapport de cadrage de l'évaluation (*scoping report*) et l'ouverture des co-présidents et *Coordinating Lead Authors* à la tête des chapitres aux sciences sociales et à l'interdisciplinarité sont des conditions facilitantes essentielles pour faciliter l'inclusion d'experts en sciences sociales. Il reste néanmoins un problème d'accès aux données des travaux en sciences sociales car elles sont difficiles à trouver dans les bases comme Scopus, etc. Il faudrait pouvoir interroger les bases de données scientifiques en sciences sociales.

Des pistes pour poursuivre l'intégration des dimensions sociales et sociétales dans les rapports du Giec et de l'Ipbes ont été abordées :

- On manque d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs pour aborder ces questions et contribuer aux évaluations. Ce problème n'est pas spécifique aux sciences humaines et sociales. En écologie, les chercheurs semblent aussi avoir été confrontés à ce défi, mais plus tôt. Que peut-il se passer du côté des communautés de recherche pour faire avancer les choses ? On met souvent en avant que les décideurs ne s'intéressent qu'aux chiffres : comment leur donner des éléments qualitatifs qui les intéresseront ?
- L'Ipbes et le Giec pourraient étendre leur public cible. Au-delà des décideurs politiques, en s'adressant aux utilisateurs sur le terrain, les dimensions sociétales seraient davantage abordées.
- En jouant sur les échelles spatiales et temporelles, les plateformes pourraient, à partir de cas d'étude locaux, discuter de leur répliquabilité et de leur généralité pour des échelles plus grandes.

- L'étude et l'intégration des savoirs traditionnels et locaux est un apport important des sciences humaines et sociales aux évaluations (voir par exemple [l'initiative de l'Université des Nations unies sur les connaissances traditionnelles](#)).

SESSION 5 : QU'ATTENDENT LES DÉCIDEURS D'UNE ÉVALUATION ?

Le rapport mondial sur l'état de la biodiversité paru en 2019 a été un tremplin fondamental pour l'Ipbes. [L'appel de Pékin](#) en est un exemple d'application directe. Au fil des rencontres, des échanges, de l'analyse des rapports, on découvre toujours un peu plus les résumés pour décideurs, un formidable outil qui apporte un regard neutre, objectif dont les décideurs politiques ont besoin. Aujourd'hui, il y a un risque que le sujet de la biodiversité soit relayé au second plan. Il est donc important d'avoir ce type de rencontres, même si le contexte est difficile (crise sanitaire de la Covid-19). Malgré cela, le rapport de l'Ipbes sur biodiversité et pandémies a démontré que le sujet « biodiversité » est toujours clairement dans l'actualité. Les résumés pour décideurs sont publiés au bon moment et crédibilisent l'action politique.

Utilisation du rapport d'évaluation mondiale de l'Ipbes dans les discussions au sein des conventions de Rio (CDB et CCNUCC)

Dans le cadre des négociations de la Convention sur la diversité biologique (CDB) sur le futur cadre stratégique mondial pour la biodiversité pour l'après 2020, les ministères français établissent et portent au niveau européen des objectifs et des cibles pour lutter contre les facteurs de pression identifiés par l'Ipbes (surexploitation des espèces, espèces exotiques envahissantes, etc.). C'est aussi ce qui motive la France à coprésider la coalition de la haute ambition pour la nature et des peuples qui vise à protéger 30 % de la planète. Quand les décideurs identifient une idée intéressante dans un rapport Ipbes, ils doivent ensuite l'ancrer au niveau politique, en se fixant par exemple des objectifs (par exemple, X % de terres dégradées). Les négociateurs français prennent ainsi directement appui sur des constats scientifiques et objectivent le discours politique. On a ici un exemple de l'utilité immédiate d'un résumé pour décideur. Au-delà de l'Ipbes, les ministères ont besoin d'un appui des scientifiques français pour interpréter les messages des résumés pour décideurs et les traduire en termes de mise en œuvre. Les ministères sont très preneurs des travaux de la FRB à cet égard.

Il faut également une prise en compte des préconisations des scientifiques en termes de politiques publiques, mais, dans le rapport de l'Ipbes, il manque une évaluation d'où en sont les politiques publiques : ce qui a déjà été fait, qui peut faire quoi.

Le 1^{er} rapport du Giec a quant à lui permis la création de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Les messages clés de la Plateforme ont des répercussions importantes au niveau des négociations à l'international. Pour cela, le Giec doit s'assurer que l'information est aussi neutre que possible (non-biaisée) et qu'il présente des choix plutôt que des solutions uniques.

Un premier bilan sur la mise en œuvre de l'accord de Paris est prévu pour 2023. Ce bilan va s'effectuer par une prise en compte de résultats répartis entre le 6^e rapport du Giec et les rapports spéciaux du 6^e cycle. Bien que la CCNUCC et le Giec aient quasiment la même participation en termes de pays, tout élément qui apparaîtra dans un résumé pour décideurs du Giec n'est pas forcément pris en compte par la CCNUCC. Certains pays sont vigilants pour qu'il n'y ait aucune prescription, c'est pourquoi on ne peut avoir que des présentations d'options dans les rapports du Giec, et non des recommandations.

Utilisation des résumés pour décideurs au quotidien dans un ministère

Les agents des ministères s'appuient sur les rapports des plateformes pour construire des discours, motiver des politiques publiques, justifier le choix d'instruments politiques, convaincre en inter-ministériel et rappeler l'état de la science et ce qu'ont approuvé des gouvernements du monde entier (les ministères qui n'ont pas suivi les négociations ignorent cela). La relance verte post-covid nécessite de mettre en place des politiques publiques

intégrées. Il y a, en 2021, une opportunité pour l'Ipbes et le Giec d'orienter cette relance et de contribuer via leurs messages scientifiques à rehausser l'ambition des négociations menées par le ministère de la Transition écologique. Les rapports internationaux servent également à identifier des besoins de connaissances, données, études et donc à mieux justifier des crédits pour la recherche. Il y a encore des progrès à faire pour mieux inclure les lacunes de connaissances identifiées dans les rapports du Giec et de l'Ipbes dans les appels à projets de recherche.

À propos du processus de réalisation des évaluations

Deux points de vue se sont dégagés au cours des discussions : d'un côté, ceux qui estiment que les résumés ne devraient être révisés que par des scientifiques afin de garder un rapport objectif, de l'autre, ceux qui estiment que les révisions doivent être faites par les scientifiques et par les gouvernements, afin notamment de clarifier le jargon scientifique pour les décideurs. Les chapitres des rapports restent les produits des scientifiques alors qu'un résumé pour décideurs est un produit hybride. Ces révisions « mixtes » donnent plus de poids au document lorsque celui-ci est accepté.

Le résumé pour décideurs du rapport d'atelier de l'Ipbes sur biodiversité et pandémies n'a pas été approuvé ligne par ligne et a un ton plus tranché que les précédents résumés. Comment le relier à l'action du ministère de la Transition écologique et comment peut-il être reçu ? Est-ce qu'il va être considéré comme trop risqué car par il n'a pas été validé par la communauté internationale ? Le processus d'élaboration hors des canaux habituels n'est pas un problème car le rapport s'appuie sur l'état de la science – heureusement que l'on n'a pas besoin d'une approbation des gouvernements pour publier des résultats scientifiques !

Lorsqu'un résumé est discuté en plénière, il y a une certaine frustration pour les chercheurs : beaucoup d'éléments se perdent au cours du processus d'adoption des résumés et ils rencontrent des difficultés à garder tous les éléments qu'ils souhaitaient mettre en avant.

Évaluer l'impact des évaluations sur la décision

Les résumés pour décideurs donnent des conseils en matière de mesures pouvant être adoptées. Comment mesurer quelles sont les préconisations qui sont prises en compte, qui peut les mesurer et quel est le niveau d'application des recommandations et messages clés des résumés pour décideurs de l'Ipbes¹ et du Giec ? Les messages clés des résumés pour décideurs ne sont pas immédiatement transposables et applicables au niveau national. Il faut un travail d'appropriation. Par exemple, la FRB travaille en ce moment sur les leviers juridiques mis en avant dans l'évaluation mondiale Ipbes et comment ils peuvent se décliner au niveau du droit français. Il serait utile d'avoir un retour d'expérience des autres pays sur leur utilisation des travaux des plateformes. Pour favoriser la prise en compte des rapports des plateformes, il faudrait faire différents types de résumés pour différents types de décideurs (acteurs privés, secteur de la finance...). De manière générale, il est estimé que les messages clés des rapports Ipbes ne sont pas opérationnels sur le terrain.

Conseils de rédaction d'un résumé pour décideurs

Les décideurs n'ont pas le temps de lire des articles scientifiques, ni les chapitres détaillés. Il est même difficile pour eux d'utiliser les résumés en entier, c'est plutôt un document où ils viennent piocher. D'où l'importance de n'y relayer que les points essentiels. Les ministères ont besoin d'éléments les plus opérationnels possibles afin que le message puisse passer.

Les graphiques sont très importants dans les rapports. Ce sont des outils puissants (lorsqu'ils ne sont pas trop surchargés ou illisibles), qui peuvent être facilement repris.

Le degré de confiance, correspondant au niveau de consensus scientifique, des messages clés dans les rapports est un élément important pris en compte par les décideurs. Dans [l'évaluation française des écosystèmes et des services écosystémiques](#) (Efese), il est ajouté le « niveau de consensus entre acteurs », un point qui pourrait être considéré dans les résumés pour décideurs du Giec et de l'Ipbes.

¹. À noter que l'Ipbes a mis en place une base de données pour répertorier les impacts de ses travaux, alimentée sur la base de contributions volontaires : <https://www.ipbes.net/impact-tracking-view>

PROCHAINES ÉCHÉANCES DE L'IPBES ET DU GIEC

La communauté des experts et des décideurs français a été appelée à rester mobilisée pour participer aux travaux des deux plateformes intergouvernementales, soit en candidatant pour faire partie des groupes d'experts internationaux, soit en participant aux relectures (*peer reviews*) et aux préparations des plénières.

Échéances pour l'Ipbes

Jusqu'au 25 janv. 2021

Appel à candidatures pour le cadrage de l'évaluation méthodologique sur les entreprises et la biodiversité ([toutes les informations ici](#))

15 janv. - 19 mars 2021

Peer review du deuxième projet de rapport et du premier jet du résumé pour décideurs de l'évaluation méthodologique des différentes conceptualisations et valeurs de la nature

Mai-juin 2021

Peer review du deuxième projet de rapport et du premier jet du résumé pour décideurs de l'évaluation thématique de l'utilisation durable des espèces sauvages

Eté 2021

- Relecture additionnelle du résumé pour décideurs de l'évaluation méthodologique des différentes conceptualisations et valeurs de la nature
- Appels à candidatures pour la préparation des évaluations :
 - sur les interdépendances entre biodiversité, eau, alimentation et santé
 - sur les causes profondes de l'érosion de la biodiversité et les changements transformateurs

Automne 2021

Peer review du deuxième projet de rapport et du premier jet du résumé pour décideurs de l'évaluation sur les espèces exotiques envahissantes

Échéances pour le Giec

Chaque rapport du Giec passe par [trois phases de revue](#), par des experts scientifiques et/ou par les gouvernements selon la version. Trois rapports spéciaux ont déjà été adoptés durant le 6^e cycle : le [rapport spécial 1,5°](#) (oct. 2018), le [rapport spécial sur les terres](#) (août 2019) et le [rapport spécial océans et cryosphère](#) (sept. 2019). La publication du 6^e rapport d'évaluation a pris environ 4 mois de retard en raison de la crise sanitaire.

Les prochaines revues du 6^e cycle :

- 4 décembre 2020 – 29 janvier 2021 : deuxième version du volume 2
- 18 janvier – 14 mars 2021 : deuxième version du volume 3
- 26 avril – 20 juin 2021 : version finale pour les gouvernements du volume 1
- 9 août – 3 septembre 2021 : version finale pour les gouvernements du volume 3
- 4 octobre 2021 – 28 novembre : version finale pour les gouvernements du volume 2
- Avril -mai 2022 : deuxième version du rapport de synthèse
- Août - septembre 2022 : version finale pour les gouvernements du rapport de synthèse

Les revues sont des moments essentiels pour permettre l'appropriation des rapports qui vont être publiés et pour les améliorer, notamment à l'interface de plusieurs disciplines, et il faut donc qu'un maximum de chercheurs et de décideurs y participe.

Pour toute question, n'hésitez pas à contacter : pointfocalgiec@developpement-durable.gouv.fr

